



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DREAL E S3PC
1

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

REÇU le
27 JUIN 2013

Installations classées pour la protection de l'environnement

D.R.E.A.L.G.S. Angers

Société GALVA ANJOU TOURAINE
à NOYANT

ARRETE

Mise en demeure

**Le préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

DIDD - 2013 - n° 222

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L 514-1 ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, dont les dispositions sont applicables aux installations de la société GALVA ANJOU TOURAINE depuis le 1/10/2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 517 du 26 juillet 2002 autorisant la société RTN S.A THIBAUT ESSIEUX à exploiter une unité de galvanisation, située zone industrielle de Tours à NOYANT (49490) ;

Vu le récépissé de transfert d'exploitant en date du 24 janvier 2003 au profit de la société GALVA ANJOU TOURAINE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 juin 2013, constatant la non-conformité de l'aire de dépotage située en façade sud de l'atelier de la société GALVA ANJOU TOURAINE, et communiqué à l'exploitant en date du 3 juin 2013 ;

Considérant qu'il ressort du constat de l'inspection des installations classées lors de la visite réalisée sur le site le 10 avril 2013 que l'aire de chargement et de déchargement de véhicules citernes, située en façade sud de l'atelier de la société GALVA ANJOU TOURAINE et destinée au dépotage de l'acide chlorhydrique 32 % et à l'enlèvement des acides usagés pour élimination, n'est pas étanche et n'est pas reliée à une rétention ;

Considérant que la société GALVA ANJOU TOURAINE ne respecte pas les prescriptions relatives à l'aménagement des zones de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides fixées à l'article 6.V de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 qui précisent que « les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les conclusions de l'étude de dangers » ;

Considérant que le non respect de ces prescriptions est de nature à porter préjudices aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en particulier la protection de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1er : Monsieur le Directeur de la Société GALVA ANJOU TOURAINE située 15 rue du Moulin de Grolleau en Zone Industrielle de Tours à NOYANT (49490), est mis en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 6. V de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, en procédant aux opérations de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sur une aire étanche reliée à une rétention dimensionnée selon le risque à prévenir.

Article 2 : L'exploitant adresse au préfet de Maine-et-Loire, direction de l'interministérialité et du développement durable, bureau des ICPE et de la protection du patrimoine, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 susvisé.

Article 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

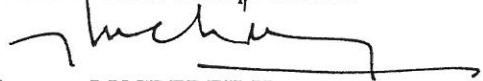
Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1^{er} du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la notification de l'arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie de NOYANT, et ensuite conservée dans les archives. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de NOYANT et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des ICPE et de la protection du patrimoine.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de SAUMUR, le maire de NOYANT, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le **25 JUIN 2013**

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la préfecture


Jacques LUCBEREILH